L'ABEILLE DE LA NOUVELLE-ORLEANS

Bureaux 74 rue de Chartres

NOUVELLE-ORLEANS:
MERCREDI MATIN, 1er JANVIER.

Corps Législatif Français.

Séance du 9 décembre. — Interpellations sur les affaires extérieures. — Discours de MM. Thiers et Rouher.

M. Thiers — Messieurs, je ne prends que pour quelques minutes la parole que veut bien m'accorder M. le ministre d'Etat. Mais d'abord, dans des occasions si importantes que celle-ci, il est bon que la parole ne soit pas prématurée. Il faut que la question soit mûre, et que l'on ait un tranchement dont je n'ai pas été maître. (Très bien! très bien!)

Au lieu de me parler de l'intérêt de l'Italie ou de l'intérêt de l'Allemagne, à ce point qu'on se croirait dans le Parlement de Turin ou dans le Parlement de Berlin (nouvelle adhésion), je vous prie de vous placer dans la situation véritable.

Quoi! il n'y aurait pas droit aux pour l'Allemagne et pour l'Italie, la maison de Savoie voulait créer un Etat de 25 millions; en Allemagne, la Prusse pouvait créer un Etat de 40 millions et enlever à l'Autriche 15 millions! Allemande!

Mais si ces faits sont vrais, s'il suffit de cri des peuples pour les faire prévaloir, la Prusse aurait tenu, au temps de son déplorable idéal de vouloir l'Autriche, détrôner le roi de Saxe. Mais vous désarmez la France! Il n'y a plus de politique possible. (Très bien! très bien! Parlé.) Voilà la France, dont je ne blâme pas l'ambition, car ce que je blâme, c'est la duperie et la sottise de ceux qui laissent faire ce qui est contraire à leurs intérêts.

M. Emile Ollivier. — Dites la générosité.

M. Thiers. — Je ne fais pas il de la générosité. Mais ici ne s'est pas un peuple qui a pu songer à faire une guerre de conquête; ce n